

Chronique par Frédéric Serrière



Frédéric Serrière est un expert international des questions liées au vieillissement démographique. Il apporte une vision marketing, psychologique et sociologique des impacts du vieillissement de la population sur la consommation, l'économie et la Société et le « marché des Seniors ». Des interventions en conférences, formations et interviews dans les médias lui permettent d'expliquer la révolution sans précédent que représente le vieillissement démographique. Il est l'auteur de plusieurs dont : Conquérir le marché des Seniors et Conquérir le marché des Baby boomers. Pour le contacter : www.fredericserriere.com ou par email : frederic.serriere@fredericserriere.com

Cet chronique peut être recopiée après accord.

Les conséquences économiques du vieillissement de la population

Le nombre croissant de personnes âgées est bien souvent perçu comme une charge pour la société : augmentation des pensions de retraite, des frais médicaux, des risques de dépendance, etc. Tous les experts s'accordent pour dire que les conséquences de ce phénomène seront importantes. Mais les opinions divergent : certains pensent que l'économie va « s'écrouler », d'autres estiment au contraire que les gains de productivité et qu'une croissance économique plus forte vont permettre de payer les dépenses engendrées par le vieillissement de la population.

Nous n'allons pas passer en revue tous les avis de ces experts, mais simplement présenter un bref aperçu des principales composantes du vieillissement global qui constituent *de facto* un ensemble d'indicateurs socio-économiques majeurs. Leur compréhension est importante pour quiconque est en charge de définir les stratégies de développement d'une entreprise pour les prochaines années.

Selon l'OCDE, en 2001, les dépenses de retraite de ses pays membres représentaient en moyenne 7,5 % du PIB. Ces dépenses de retraite sont appelées à augmenter de 3 à 4 points de PIB d'ici à 2050. Les gouvernements pourront combler ces nouveaux besoins de financement avec un ensemble de mesures qui seront souvent jugées comme impopulaires mais indispensables. Parmi ces mesures, citons l'augmentation des cotisations et des taxes, la diminution des dépenses et des prestations de retraite et de santé, les réductions d'autres dépenses et investissements publics.

Ces dernières années, l'âge moyen de départ à la retraite a progressivement diminué. L'âge ouvrant droit à une pension de régime public est actuellement fixé, dans la plupart des pays de l'OCDE, à 65 ans. Font exception la Corée et la France, où l'âge officiel de la retraite a été fixé à 60 ans, et la Norvège, où il est de 67 ans. Plusieurs pays, dont la France, ont, dans le passé, mis en place des systèmes de départ anticipé à la retraite qui permettent aux travailleurs de prendre leur retraite de deux à cinq ans avant l'âge normal. Autrement dit, nous vivons de plus en plus vieux et partons à la retraite de plus en plus jeunes.

Le relèvement de l'âge officiel de départ à la retraite est une mesure que certains pays ont commencé à mettre en place. Aux États-Unis, l'âge de la retraite est 67 ans. Au Japon, les salariés prennent leur retraite vers 69 ans. Des experts préconisent d'allonger encore la durée de cotisation nécessaire pour toucher une pension pleine. Certains pays ont développé des mesures pour décourager les départs anticipés à la retraite.

Il sera en effet difficile d'augmenter l'âge effectif de départ à la retraite sans remettre en cause les mécanismes incitatifs qui poussent les salariés à prendre une retraite anticipée (ou poussent les entreprises à encourager leurs salariés dans ce sens). De fait, comment peut-on penser cotiser plus de quarante ans, en commençant à travailler à 25 ans et en étant écarté des entreprises à l'âge de 55 ans ? La situation n'est pas prête de s'arranger dans le très court terme pour les plus de 50 ans. En effet, 60 % des 300 directeurs des ressources humaines interrogés par la Cegos annoncent vouloir poursuivre leurs pratiques actuelles de retraites anticipées. Il est d'ailleurs surprenant d'entendre des

cinquantenaires dirent aux plus jeunes « Je vous plains, vous n'aurez pas de retraites », alors que ce sont eux qui sont les premiers concernés !

Du côté des dépenses de santé, le Credes a publié en mars 2003 les conclusions de son étude dans le *Bulletin d'information en économie de la santé*. Il y a plusieurs scénarios, qui sont fonction de plusieurs paramètres, notamment la relation entre l'âge et les dépenses de santé, l'évolution future de la morbidité (autrement dit de l'espérance de vie), etc. Le Credes est parti d'un scénario dans lequel l'augmentation de la part des personnes âgées dans la population se traduit par une augmentation des dépenses médicales par tête. Si l'allongement de la vie s'accompagne d'une amélioration de l'état de santé, nous assisterons alors à réduction des dépenses par tête. Par contre, si l'amélioration de l'état de santé est due à un accroissement de l'intensité des soins, alors l'augmentation de la proportion de personnes âgées pourrait se traduire par une forte augmentation des dépenses par tête. Le Credes conclut « que le vieillissement n'augmente pas fatalement la dépense, par un processus inéluctable, mais est largement affaire de choix et d'arbitrages sociaux ».

De son côté, l'OCDE conclut dans une étude récente que les pressions budgétaires résultant du vieillissement démographique dans les pays de l'OCDE pourraient accroître d'environ 6 % du PIB les dépenses publiques liées aux personnes âgées (retraites et soins de santé) d'ici à 2050.

Dans notre étude « Les baby-boomers en Europe », nous avons pris conscience que la manière dont les gouvernements annonçaient les réformes des systèmes de retraite pourrait bien avoir un impact fort sur la consommation des 50-60 ans. Bon nombre d'entre eux assurent que leur première préoccupation est le niveau de revenus qu'ils auront pendant leur retraite. La majorité des baby-boomers interrogés n'avaient pas fait de calculs particuliers. Par contre, ceux qui avaient simulé leur pension future étaient prêts à réduire leurs dépenses pour pouvoir économiser davantage. L'avenir du marché des Seniors et de l'économie en général dépend en grande partie du comportement des baby-boomers dans les années à venir.